

Les nouvelles Lumières

L'impact des JO de Beijing de 2008 n'a pas exactement correspondu aux attentes de la Chine. Celle-ci espérait, à raison, voir le monde s'extasier devant sa nouvelle puissance. Mais le monde s'est surtout demandé comment autant d'athlètes inconnus jusqu'alors avaient pu rafler autant de médailles. Les touristes et les journalistes qui avaient profité du déplacement pour visiter le pays ont rapporté des récits de rivières polluées et d'usines chimiques dangereuses construites au beau milieu de villes nouvelles, d'expropriations et d'exploitation à grande échelle. Et pendant ce temps, 10 marathoniens manquaient de s'étouffer dans l'air chaud et toxique de Beijing.

Ces événements n'ont pas surpris les observateurs avertis, contrairement aux milliards de spectateurs qui, entre un 100 mètres et la finale de gymnastique, se sont posé de nombreuses questions sur ce que le monde était en train de devenir. Ce qui était, bien entendu, ce qu'un petit groupe d'intellectuels et d'entrepreneurs chinois, disposant d'alliés au sommet même du Parti Communiste Chinois, avait en tête.

Prise de conscience

Les médias, les blogueurs et les citoyens commencèrent à faire le lien entre certains événements. Le prix du baril de pétrole était passé à 150 dollars, ce qui avait entraîné l'augmentation du prix de l'essence et d'autres produits et donc pesé sur la croissance. Des incidents climatiques locaux apparemment aberrants, comme des pluies presque tropicales en Grande-Bretagne alors que l'Europe du sud-est souffrait de la sécheresse et d'une chaleur torride, se multipliaient. Le web bouillonnait. Les gens se mirent à réunir, à partager et à croiser les informations. Des articles et des analyses, certains sérieux, d'autres plus légers, circulaient et se voyaient parfois repris dans les médias traditionnels. Les spécialistes du climat décidèrent d'ouvrir le code de leurs modèles informatiques afin de permettre à qui voulait de les utiliser, voire de les améliorer. Un site Internet provocateur, SUVtheplanet.org (jeu de mot entre "save", sauvez et "SUV", 4x4 de ville, NdT), proposa à ses visiteurs de révéler les pratiques environnementales irresponsables de leurs voisins ou de célébrités, ce qui contraignit un certain nombre de personnes et d'entreprises à s'excuser publiquement et à s'engager à modifier leurs pratiques.

Barak Obama sut immédiatement sentir le basculement de l'opinion. Il embarqua Al Gore dans sa campagne présidentielle. Dans son discours, la priorité passa de l'Irak à l'environnement. Et Obama remporta l'élection présidentielle américaine en novembre 2008.

Dès son arrivée au pouvoir, Obama accéléra le second cycle de discussions autour du protocole de Kyoto, et son activisme permit de parvenir à une conclusion dès la fin de l'année 2009. L'Europe et les autres pays du G8 s'engageaient à diminuer de moitié leurs émissions de CO2 avant 2050 et à se rencontrer à nouveau dans 5 ans pour envisager des objectifs plus ambitieux encore. Pour la première fois, les économies émergentes et les pays en voie de développement (à l'exception notable de la Chine) acceptèrent également de réduire leurs émissions, à condition toutefois que les pays développés leur fournissent une aide financière ainsi que les technologies nécessaires et, surtout, ouvrent leurs marchés – et les pays riches l'acceptèrent. Le cycle des négociations commerciales de Doha reprit lui aussi et les discussions progressèrent vite, malgré un puissant mouvement de contestation en occident. En moins d'un an, 183 pays avaient signé le protocole dit "Kyoto II".

Pour les hommes et les femmes politiques, « penser vert » était devenu un passeport pour les élections. Tout le monde y allait de son idée : les 4x4 furent bannis de différents Etats et villes, les piscines privées se sont vues lourdement taxées, le recyclage des ordures devint obligatoire, la climatisation se trouva asservie à des règles strictes. Les fonds publics attribués à la Recherche et au Développement furent réorientés vers des objectifs environnementaux, avec pour tâche d'obtenir des résultats rapides et visibles dans de nombreux domaines : énergies renouvelables, efficacité énergétique, plantes et animaux génétiquement modifiés plus à la fois plus sobres et plus nourrissants, modélisation des écosystèmes, centrales nucléaires de nouvelle génération, etc.

Les entreprises ont bien sûr suivi la tendance. Toutes les grandes entreprises se mirent à publier des engagements pour l'environnement, et la plupart d'entre eux s'appliquaient sérieusement à les respecter. Les petites entreprises et les sociétés des pays en voie de développement avaient pour leur part plus de mal à suivre. Elles se plaignaient souvent de ce que cette soudaine vertu servait aussi aux grands groupes à accentuer leur pression sur leurs sous-traitants et à évincer leurs petits concurrents.

Tout le monde n'appréciait bien entendu pas cette nouvelle orientation environnementale. Les plus libéraux craignaient que cette subite fièvre régulatrice n'étouffe la croissance et n'engendre des conséquences pires que les problèmes qu'elle était destinée à résoudre. Les producteurs de pétrole, qui avaient jusqu'alors lourdement investi dans de nouvelles méthodes d'extraction en tablant sur une croissance continue de la demande, commencèrent à s'inquiéter. Mais leur lobbying contre les écotaxes se heurtait à une opinion publique qui estimait qu'ils avaient une responsabilité morale (et dans certains cas, politique) toute particulière vis-à-vis de l'état dans lequel se trouvait la planète. La Californie, rapidement suivie par l'Europe en 2013, adopta ainsi son écotaxe dès 2012.

Aussi, lorsqu'une série d'attentats frappa presque simultanément les capitales de certains Etats les plus en pointe en matière d'environnement, on s'interrogea : d'où sont venus les ordres, et les moyens considérables requis par une telle opération ? Londres fut frappée la veille de la fermeture des Jeux Olympiques de 2012 – présentés comme le premier événement sportif majeur "zéro CO2" –, et plus de 4000 personnes y trouvèrent la mort. Rome, la seconde ville visée, avait, la première, pris partie pour l'écotaxe Européenne et son gouvernement était l'un des plus actifs du groupe des pays "éclairés" (c'est ainsi qu'ils se désignaient eux-mêmes). Puis vinrent le tour de San Francisco et de Delhi, quelques mois après l'annonce par le gouvernement Indien de son intention de lancer une « seconde révolution verte » dans le tiers-monde, qui associerait productivité agricole et durabilité environnementale, et mettrait par ailleurs l'accent sur les biocarburants.

Changements de paradigme

Cette série d'attentats produisit les conséquences que l'on imagine : crash des marchés boursiers, contraction brutale des voyages internationaux, mesures de sécurité d'urgence qui devenaient vite permanentes, impacts économiques en cascade... Mais un événement des plus inattendus se produisit alors : au lieu de se contenter de parer au plus pressé, la plupart des gouvernements demeurèrent inébranlables et renouvelèrent leurs engagements pour une croissance plus verte.

Les restrictions sur les transports aériens furent présentées comme l'occasion de « bouger moins, vivre plus », selon le mot de l'ambassadeur de l'ONU qu'était devenu l'ex-chanteur d'U2, Bono. Malgré le lobbying acharné des compagnies aériennes et de l'industrie aérospatiale, les voyages en avion furent lourdement taxés. Des limites furent même imposées au trafic aérien vers plusieurs destinations majeures. A titre de compensation, on encouragea la recherche sur des systèmes de communication à distance « hyperréalistes », tandis que les Etats, aidés par des fondations privées, finançaient des salles de téléconférence grandeur nature dans des métropoles des pays développés et en voie de développement, afin d'encourager les intervenants à télé-agir plutôt qu'à se déplacer. Les premiers résultats de cette politique furent mitigés. Mais les incitations et les pénalités financières mises en place, ainsi que les progrès des interfaces sensorielles, permirent finalement au télétravail, à la téléprésence et à d'autres formes de communication à distance de se répandre petit à petit. Les univers virtuels développés dans différentes régions du monde commencèrent à se connecter à un « Metavers », qui devint l'un des plus puissants dispositifs d'organisation d'interactions à distance et de forums publics.

Piloté par une Banque Mondiale profondément remaniée, et financé par des contributions spéciales des pays développés, le programme "Vivre sans le Pétrole" fut lancé en 2014. Il s'agissait de concevoir et de co-financer des projets de grande envergure, susceptibles de rendre des pays ou des secteurs économiques entiers moins dépendants des énergies fossiles. On construisit de gigantesques fermes éoliennes et des champs de panneaux solaires, des turbines expérimentales sous-marines, des réseaux ferroviaires ultrarapides, etc. Une autre initiative internationale majeure, le programme de recherche « Nouveaux paradigmes de production et d'utilisation des ressources », soutenait la recherche d'idées radicalement nouvelles à appliquer aux processus industriels et aux transports, dans le but de réduire leur consommation d'énergie et de ressources et d'éliminer les émissions polluantes et les déchets non recyclés. Le programme stipulait notamment que ses résultats

devraient être publics et librement utilisables.

Après de difficiles négociations et un certain nombre de démissions parmi ses économistes, le FMI et la Banque Mondiale choisirent même d'adopter comme principal indicateur économique l'Indice de Développement Humain. Tous leurs financements furent soumis à l'évaluation du coût total des projets soutenus, lequel devait inclure les externalités en termes sociaux et d'environnement.

Un « Fonds de Solidarité du Climat » fut également créé en 2013, et immédiatement activé lorsque des cyclones d'une force sans précédent, qui faisaient suite à une saison des pluies exceptionnellement humide, frappèrent le Bangladesh, tuant ou déplaçant des millions de personnes et détruisant la majeure partie des infrastructures du pays. Coordinées par le Corps de Réaction Rapide de l'ONU créé en même temps que le Fonds, les actions de secours combinées des Etats et des ONG firent des miracles, même si quelques régions devaient rester inhabitables pendant plusieurs dizaines d'années.

Organisation

Un tel bouleversement dans les affaires du monde avait besoin d'être organisé.

L'ONU fut ravie de proposer ses services, même si les gouvernements insistèrent également pour créer deux agences internationales spécialisées, que l'on espérait plus petites et plus réactives : ClimaPlan, qui se consacrait au changement climatique ; NoWaste, chargée de la réduction des émissions de CO2 et de la pollution ainsi que du recyclage ; et PowerShift, spécialisée dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ces agences se virent dotées de réels pouvoirs supranationaux qui leur permettaient de faire respecter les décisions internationales et de financer des projets à grande échelle. Arrivé en fin de cycle, le programme "Vivre sans le Pétrole" fut remplacé par deux autres programmes : « Facteur 4 », chargé d'anticiper les négociations de Kyoto III dont l'objectif, à l'horizon 2060, était de réduire de 75% les émissions de CO2 ; et « Dispositif d'Urgence », conçu pour prévoir, détecter et gérer les catastrophes climatiques extrêmes et leurs conséquences. Mais la décision la plus innovante (et la plus controversée) était sans aucun doute celle qui conférerait à ces agences des pouvoirs de supervision sur les règlements et programmes environnementaux nationaux, locaux ou d'entreprises.

Ces nouveaux pouvoirs avaient toutefois pour contrepartie une transparence totale. Les informations internes et les courriers électroniques de toutes les agences étaient accessibles au grand public. Leurs activités faisaient l'objet de discussions intenses sur les forums du Metavers auxquels participaient parfois des milliers de lobbyistes, de groupes militants et de citoyens.

21 ans après son lancement, le troisième cycle de Doha sur le commerce international déboucha finalement sur un accord en 2022. Cette accord comprenait l'annulation de la dette des pays les moins avancés, le démantèlement des subventions agricoles aux pays développés (y compris la Politique Agricole Commune de l'UE), l'ouverture des marchés du nord aux produits en provenance du sud. Sa disposition la plus innovante était peut-être celle qui encourageait la délocalisation et l'externalisation d'activités de services : celle-ci constituait en effet, disaient les signataires, un moyen d'aider les pays en développement à "sauter l'étape" d'un développement industriel gourmand en ressources. Elle devait également permettre de réduire les pressions migratoires, de sorte que les pays développés puissent plus facilement négocier des quotas d'immigration basés sur leurs besoins, et accompagnés de programmes communs de formation et de co-développement.

Dans un tel contexte, une part croissante des activités de Recherche et Développement a commencé à s'organiser autour de priorités définies (et parfois financées) au niveau mondial : la production de végétaux ou d'animaux génétiquement modifiés possédant des caractéristiques (résistance, frugalité...) ou des propriétés (absorption de CO2 par exemple) intéressantes, la médecine préventive et proactive, l'efficacité énergétique, l'intelligence des processus et du cycle de vie des produits, les systèmes de transport intelligents, les communications à distance "riches", la modélisation de systèmes complexes... La majeure partie de ces recherches était entièrement publique et libre. Cette coordination du financement au niveau international centralisé a cependant eu pour effet secondaire une certaine homogénéisation et un manque d'ouverture à des petits projets ou à des idées hétérodoxes. Les choses ont d'ailleurs empiré lorsque le déploiement trop rapide

de variétés végétales insuffisamment testées a littéralement dévasté l'agriculture d'un Etat indien tout entier. Des comités d'éthique et d'évaluation ont fleuri un peu partout et reçu un droit sur les projets de recherche, ainsi que sur les projets d'expérimentation ou de transfert de la recherche à l'industrie.

Afin de faciliter et de rééquilibrer les discussions au niveau mondial, une tentative a été faite pour relancer l'Espéranto, qui devint pendant quelque temps la langue officielle de l'ONU. Mais il apparut vite que « l'anglais international » ne serait pas remplacé de sitôt, notamment depuis que les traducteurs électroniques étaient devenus vraiment efficaces.

Si les nouveaux dispositifs de régulation semblaient s'organiser suffisamment bien au niveau mondial et continental, il restait à les traduire jusqu'au niveau des individus. Les gouvernements nationaux étaient perçus comme trop éloignés ou trop discrédités, voire les deux. Malgré la forte opposition des Etats, un autre niveau de gouvernance est rapidement apparu : les « guildes ». Une « gilde » pouvait prendre la forme d'une commune, d'un quartier, d'une paroisse, d'une société, d'une association, d'une minorité ethnique organisée ou même d'une famille élargie – ce qui signifie qu'une personne pouvait appartenir à plusieurs guildes. La gilde fonctionnait avec une charte, une organisation, une direction, des règles d'adhésion, des mécanismes de prise et d'application de décisions, et entretenait des rapports avec d'autres guildes (pour être considéré comme une gilde, vous deviez être reconnu par un certain nombre d'autres guildes). Selon certains critères, des guildes pouvaient bénéficier de certains pouvoirs de contrôle ou de revenus fiscaux propres. Grâce à ces guildes, les mécanismes vertueux déterminés au niveau mondial et national ont été adaptés aux réalités locales et appliqués.

Dans de nombreux pays, les individus et les entreprises (en dehors, parfois, des plus petites) disposaient d'un « Compte Carbone » chargé de suivre leur consommation d'énergie, leurs émissions directes et indirectes de CO₂, leur gestion des déchets, etc. Des incitations et des pénalités financières s'attachaient à ces comptes. Si, naturellement, les comptes carbone individuels étaient strictement privés, ceux des sociétés et des organismes publics étaient accessibles au grand public. Un consommateur pouvait même, à l'aide de son téléphone portable, scanner un produit dans un magasin afin de vérifier le statut du Compte Carbone du producteur. Les guildes étaient souvent chargées d'émettre et de tenir les comptes carbone, d'en consolider les informations et d'en appliquer les mesures financières. Le budget qui leur était attribué était indexé sur leur performance collective.

Sur-réglementation

Ce dispositif a obtenu des résultats spectaculaires, mais il lui arrivait d'aller un peu trop loin.

En 2025, les émissions de CO₂ étaient déjà 20% en dessous de leur niveau de 2007 en Europe, et de 15% aux États-Unis. L'économie continuait à croître, certes plus lentement qu'avant 2008, mais les objectifs de réduction de l'usage de combustibles fossiles étaient régulièrement dépassés.

Cette même année, la ville de Mexico, autrefois une des capitales les plus polluées du monde, achevait un projet pilote de dix ans, financé par la communauté internationale, qui lui a permis de devenir la première métropole du monde "neutre en CO₂". Un nouveau centre-ville très densément peuplé y était raccordé par des transports rapides à des noyaux suburbains denses et autosuffisants, où des immeubles à "énergie positive" donnaient sur des zones certes protégées. Les trois quarts du Mexique furent déclarés parcs naturels. Mais si la gilde des télétravailleurs américains au Mexique saluait cette dernière décision, les paysans y opposèrent une violente résistance, avec le soutien officieux de la FreeLife Guild, une gilde américaine ultralibérale.

A cette époque, la plupart des armées s'étaient fédérées en forces multinationales spécialisées. Leur objectif principal était de combattre le faible nombre « d'états voyous », généralement des autocraties productrices de pétrole, devenues des refuges ou des bases arrière pour les Mafias et les groupes terroristes. L'invasion de l'Azerbaïdjan en 2027 par des forces de l'ONU a permis de regrouper des informations précises sur ces peu ragoutantes alliances. Les attaques terroristes étaient devenues une sorte d'habitude. Toutefois, l'efficacité des contrôles sur les technologies les plus dangereuses limitait leur effet déstabilisateur. Une force multinationale plus petite fut également été mobilisée pour contenir la révolte rurale mexicaine, ce qui mit plutôt mal à l'aise

une part de l'opinion publique internationale.

En fait, ce qu'il y avait de plus déstabilisant, c'était peut-être l'excès de stabilité...

Le monde semblait pensé par les vieux, pour les vieux. La valorisation de l'hygiène de vie et des comportements "responsables", l'accent mis sur les soins préventifs, ont conduit de nombreux chercheurs à travailler sur l'augmentation de l'esprit et de la mémoire, l'allongement de l'espérance de vie et la détection de toutes les anomalies possibles dès le stade embryonnaire, et tout au long de la vie. En 2030, atteindre l'âge de 120 ans n'était plus considéré ni comme exceptionnel, ni comme un problème. En fait, il était plus difficile d'être jeune. La forte augmentation du taux d'activité des personnes âgées avait certes réduit le fardeau financier du financement de la retraite. Mais le monde était conçu et imaginé par les personnes âgées (qui, par le choix sélectif d'embryons et d'autres manipulations génétiques, concevaient même en partie leurs enfants), pour les personnes âgées qui, fières de leurs résultats, n'étaient pas prêts à laisser les rênes à des générations qui risquaient de se montrer moins raisonnables.

Projection

Le malaise de la jeunesse s'est exprimé d'une manière de plus en plus visible. L'un des événements les plus symboliques se déroula durant le 20ème EConcert au Stade de France en août 2030, quand la retransmission du concert de Bob Geldof fut piratée par des images de cigarettes et de verres de whisky (deux substances considérées comme des stupéfiants dans la plupart des pays), des caricatures d'avatars de vieillards écoutant un Geldof cacochyme, et d'autres messages du type « je m'ennuie ! ».

Pour répondre à ce malaise, Toronto, Séoul et Curitiba (Brésil), bientôt suivies par d'autres villes, entreprirent de se réorganiser afin de mieux concilier le respect de règles communes et la diversité des modes de vie. Selon ce modèle, les villes contrôlèrent une agence commune chargée des infrastructures et de la planification urbaine, et délèguèrent la gestion des quartiers (dans le cadre de règles et d'indicateurs très stricts) aux guildes locales. Les jeunes (ou ceux qui se considéraient comme tels) avaient leur propre espace, les « transhumains », sans âge ou les néo-bouddhistes pouvaient vivre selon leurs propres critères. Les villes s'assuraient qu'un certain nombre de règles communes étaient mises en place et appliquées, fournissaient des interfaces et des espaces communs, certains physiques, d'autres virtuels. Les guildes, quant à elles, étaient responsables de suivi par leurs membres des règles communes comme des leurs propres.

L'Afrique éprouvait le besoin de faire entendre sa voix. Le continent avait certes profité des transformations intervenues ces dernières décennies, mais beaucoup moins que le reste du monde. La priorité des puissances mondiales était la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de CO2. L'Afrique, à son stade actuel de développement, ne constituait pas un gros problème à cet égard et n'était donc pas prioritaire. Vers la fin des années 2020, les pays africains menacèrent de quitter l'ONU et de se soustraire aux règles générales si elles ne leur bénéficiaient pas autant qu'à l'Asie ou à l'Amérique du Sud. La question du développement économique n'était toujours pas résolue.